second, dont le général de Castagny était titulaire, comprenait les Etats de Zacatecas, Durango, Chihuahua, Sonora et Sinaloa, formant les 2e, 6e et 8e divisions militaires : il avait son siège à Durango. L'infanterie de l'armée était toujours formée en deux divisions, savoir : 1re division, général Douay. 1re brigade, général Neigre : 1er zouaves, 81e de ligne, tirailleurs algériens. 2e brigade, général Mangin : 3e zouaves, 2e bataillon d'Afrique, régiment étranger. — 2e division, général de Castagny. 1re brigade, général Brincourt : 18e bataillon de chasseurs, 7e et 95e de ligne. 2e brigade, général Aymard : 7e bataillon de chasseurs, 51e et 62e de ligne.

Ce qui faisait alors la faiblesse de l'armée d'intervention, c'était le mélange de troupes autrichiennes, belges et mexicaines, qui opéraient pour ainsi dire chacune pour son compte, et dont la plupart (Belges et Autrichiens) refusaient d'obéir aux officiers français. Voici ce qu'écrivait à ce sujet, le 25 août 1865, un officier du corps expéditionnaire :

« Les Autrichiens ont subi deux échecs très graves dans le Oajaca, ils ont eu deux détachements, d'une soixantaine d'hommes chacun, complètement détruits. Cette province, où l'ordre régnait, est maintenant bouleversée : nous craignons même pour la ville de Oajaca, où il n'y a presque pas de garnison.

» Le général autrichien de Thun, qui avait la garde de cette province, a enlevé, contre l'avis et la volonté du maréchal, la plus grande partie des troupes autrichiennes qui s'y trouvaient, pour aller faire une expédition dans la Huasteca, au nord de Puebla, où depuis deux mois il n'a pas avancé d'un pas ; il a eu aussi de ce côté un détachement complètement détruit. Le télégraphe nous apprend en outre qu'ils viennent de subir un nouvel échec dans les environs de Jalapa. Les Autrichiens et particulièrement leur chef, le général de Thun, ont voulu faire les malins. Ils ont cru non seulement qu'ils pouvaient se passer de notre expérience, mais encore ils ont voulu échapper à l'action du maréchal, et rester indépendants dans la circonscription qu'il leur avait donnée à garder. Le seul but du général de Thun a été d'en arriver là. En flattant l'amour-propre national de l'empereur, il s'en est fait un appui non équivoque. Devant cette expérience patente, le maréchal a été obligé de laisser à M. de

Thun beaucoup plus d'initiative que ne le comportent son intelligence et ses connaissances de la guerre.

» Avec les événements qui viennent de s'accomplir, le maréchal a été obligé de reprendre toute son autorité, et de donner des ordres impératifs à M. de Thun, qui doit être d'autant plus blessé dans sa vanité et dans son amour-propre national, que nous l'avions prévenu de tout ce qui arrive (1). »

Le même officier écrivait dans un autre ordre d'idées : « La présence des Américains sur le Rio-Bravo, est toujours pour nous une épée de Damoclès. Le maréchal a pris toutes ses précautions contre une invasion de leur part. »

La capitulation du général Lee et de la grande armée des confédérés, celle du général Johnston et la prise de Richmond avaient mis fin à la guerre de la sécession, malgré quelques velléités de résistance qui se manifestaient encore sur certains points et notamment dans le Texas, où Brownsville, évacuée par les confédérés, venait d'être occupée par les troupes fédérales ; le gouvernement de Washington pouvait, en lançant sur la rive droite du Rio-Bravo (ou Rio-Grande-del-Norte) des forces suffisantes, intervenir au Mexique d'une façon décisive en faveur du parti républicain.

Il y était évidemment porté par les précédents de la politique américaine qui, conformément à la doctrine de Monroë, s'était toujours attachée à écarter des affaires du nouveau continent toute influence et toute intervention européenne. Il y tendait également en souvenir des préférences que l'empereur Napoléon III avait publiquement manifestées pour les confédérés, auxquels il avait reconnu avec empressement le titre de belligérants. Il est vrai, et l'expérience le démontra surabondamment, que les Etats-Unis n'avaient pas besoin d'une guerre ouverte pour amener l'armée française à quitter le Mexique ; mais cette guerre était possible, et cela suffisait pour que le maréchal Bazaine, averti par son gouvernement aussi bien que par les rapports qu'il recevait de la frontière, prît toutes les mesures indispensables pour repousser une agression. C'est pour cela que, malgré les plaintes de l'empereur Maximilien, attirant son attention sur les provinces du sud et de l'ouest de l'empire, exposées aux entreprises conti-

(1) Lieutenant-colonel LOIZILLON, *Lettres sur l'expédition du Mexique.*

nuelles des bandes juaristes, il ne cessait de grouper ses forces dans le nord. Il avait, comme nous l'avons vu, créé deux grands commandements, l'un pour le général Douay, à San-Luis-de-Potosi, l'autre pour le général de Castagny, à Durango. Sur la demande de l'empereur Maximilien, il consentit à ce qu'un troisième commandement fût confié au général autrichien de Thun, avec son quartier général à Morelia.

Les cartes commençaient en effet à se brouiller avec les Américains, par suite de l'émigration des confédérés au Mexique. Un colonel confédéré, qui avait servi autrefois dans l'armée de Juarès, eut l'idée de faire passer aux troupes juaristes, lors de l'évacuation de Brownsville, une batterie de six canons. Le général Slaughter, commandant des confédérés, ne voulant pas, au contraire, favoriser les libéraux mexicains, envoya les six canons, avec une certaine quantité de matériel, sur la rive droite du Rio-Bravo, où ils furent abandonnés. Le général Mejia les fit relever et conduire les canons et le matériel, à Matamoros. M. Seward, ministre des affaires étrangères dans le cabinet de Washington, fit adresser alors, par le chargé d'affaires à Paris, une réclamation tendant à obtenir du gouvernement français la restitution de tout le matériel provenant de Brownsville. Cette réclamation avait été prévenue par le maréchal Bazaine, qui, informé de ce qui s'était passé près de Matamoros, prescrivit de livrer aux fédéraux la batterie de canons et tout ce qui l'accompagnait. A la suite de cet incident, la bonne intelligence sembla renaître sur la frontière, si bien que le maréchal crut devoir demander au ministre de la guerre, à Paris, l'autorisation de faire rentrer en France le 18e bataillon de chasseurs, le 81e de ligne et les deux escadrons du 5e hussards.

Cependant le général Brincourt, qui n'avait pas été informé des conditions dans lesquelles le maréchal comptait faire occuper Chihuahua, et qui, après la fuite de Juarès, prenant au sérieux cette occupation, avait organisé l'administration du pays, fut très étonné et très affligé lorsqu'il reçut l'ordre de rentrer à Durango, où le maréchal prescrivait au général de Castagny de ramener toutes les troupes. Il crut devoir protester contre cet ordre par une lettre des plus vives, lettre qui mérite d'être connue à différents points de vue. Elle

donne, en effet, une idée fort exacte de la situation de l'armée française au Mexique, vers la fin de l'année 1865.

« Chihuahua, le 17 octobre 1865.

» Mon Général,

» Le courrier qui vient d'arriver m'apporte votre lettre confidentielle du 7 octobre : je vois avec peine qu'il nous faut abandonner le Chihuahua à l'ennemi.

» Je ne crois pas exagérer les conséquences de cette retraite en affirmant qu'elle va donner un nouvel aliment à la guerre, qui prendra le caractère d'une lutte nationale.

» Mais ce qui, par-dessus tout, m'est désagréable, c'est que j'ai joué ici, fort innocemment, le rôle d'un trompeur : je suis venu, au nom de la France, au nom de l'empereur Maximilien, offrir la paix, la sécurité, la protection de nos armes, à une population opprimée par Juarès et ses adhérents.

» Selon les instructions de mes chefs, j'ai organisé le pays, remplaçant partout les autorités juaristes par des hommes paisibles, auxquels j'ai demandé leur adhésion au gouvernement impérial. J'ai reformé les administrations avec d'honnêtes gens, qui gagnent, par leur travail, le pain de leur famille. J'ai entraîné les populations indiennes de la Sierra dans un mouvement de régénération : je leur ai fait combattre les dissidents dans l'intérêt de la cause impériale ; et aujourd'hui, il me faut abandonner aux excès et aux vengeances des libéraux des milliers de pauvres gens, qui se sont fiés à ma parole et qui ont compté sur notre protection, pour exécuter un mouvement militaire de concentration dont je ne puis deviner le but. Et cela sans laisser à un préfet politique représentant l'empereur Maximilien, à un général ou à un corps de troupes représentant l'intervention française, le soin de protéger tant d'intérêts, le devoir de défendre un sol glorieusement conquis par nos armes.

» Certes, les motifs de cette concentration doivent être bien puissants, puisqu'ils exigent de l'armée française un pas en arrière, qui compromet son honneur.

» Je n'ai pas à les apprécier : je n'ai qu'à obéir. Mais j'aime mieux briser mon épée que la tacher.

» Je viens donc, mon général, vous prier de m'enlever mon

commandement. Si définitivement nous devons abandonner le Chihuahua, le colonel Carteret, auquel je transmettrai toutes vos instructions, conduira la colonne, que j'accompagnerai comme simple particulier.

» Je donnerai ma démission s'il le faut.

» Mais au moins, il ne sera pas dit que j'ai abandonné des malheureux après les avoir trompés, que j'ai battu en retraite devant un ennemi imaginaire ou sans combattre. Et si, comme je le suppose, les populations se soulèvent peu à peu derrière nous, il ne sera pas dit *que j'ai perdu par faiblesse tous les fruits de l'intervention, et précipité la retraite de l'armée française*. Ainsi que je vous l'ai fait connaître par ma lettre confidentielle n° 118, je réponds de garder le Chihuahua avec mille hommes; je vous en rends onze cents pour couvrir Durango.

» Si vous envisagez comme moi, mon général, les conséquences de l'abandon de Chihuahua, aidez-moi, dans l'intérêt et pour l'honneur de l'armée, à faire revenir Son Exc. le maréchal d'une détermination qui peut avoir des conséquences si funestes.

» Fort de ma conscience, je prends toute la responsabilité d'une résistance qu'on taxera d'opposition ou d'indiscipline. Si vous jugez que nous devons obéir immédiatement, enlevez-moi mon commandement pour le donner au colonel Carteret, afin qu'il soit bien constaté que j'ai résisté à un ordre qui me déshonore.

» Veuillez agréer, etc. BRINCOURT. »

Le général de Castagny répondit au général Brincourt et lui réitéra l'ordre de ramener immédiatement ses troupes à Durango; il transmit sa lettre au maréchal avec cette observation : « Il est parfois dur d'exécuter certains ordres; mais, si chaque officier se croyait autorisé à discuter les ordres qu'il reçoit, il n'y aurait plus d'armée possible. » Malheureusement, l'esprit de discussion descendait depuis les rangs supérieurs jusqu'à tous les degrés de la hiérarchie. Cette armée, que peut-être nulle autre armée française ne surpassa pour l'intrépidité dans les combats, la constance dans les marches, la fermeté dans les péripéties les plus critiques, commençait à être en proie à un mal qui est comme le premier degré de

l'indiscipline. Avec l'immense étendue que présentait le territoire du Mexique, et le petit nombre de soldats français dont disposait le maréchal relativement à cette étendue, avec le peu de garanties qu'à de rares exceptions près offraient les troupes mexicaines alliées, les difficultés créées par l'amour-propre national des volontaires autrichiens et le mécontentement des Belges, en présence des instructions reçues de Paris, instructions d'autant moins connues qu'elles étaient pour la plupart confidentielles et souvent en contradiction avec les ordres officiels; enfin, vis-à-vis des demandes incessantes de l'empereur Maximilien qui, tout en se plaignant du maréchal, avait recours à lui dès qu'il éprouvait des difficultés, et surtout des difficultés financières, il se passait bien des choses auxquelles ces officiers ne comprenaient rien; ils accusaient alors le maréchal soit d'inertie, soit même de mauvais vouloir, et ces accusations étaient, il faut bien le dire, encouragées par les propos tenus publiquement dans les plus hauts rangs de l'armée; elles étaient aussi, dans une certaine mesure, justifiées par l'attitude insouciante du maréchal, à qui un long séjour en Algérie avait donné quelque chose du caractère arabe, attendant volontiers les événements pour en tirer profit, plutôt que de les provoquer. D'ailleurs, le peu de scrupules qu'il témoignait en mainte circonstance nuisait à sa considération. Quoi qu'il en soit, il ne sembla pas en vouloir au général Brincourt; considérant, au contraire, sa protestation comme un acte de loyauté, du moins en apparence, il le garda à Mexico auprès de lui au lieu de le renvoyer à Durango.

Les troupes du général Brincourt avaient quitté Chihuahua le 25 octobre. Juarès y reparut avec les fonctionnaires restés fidèles à sa fortune, et notamment avec son ministre des finances, Lerdo de Tejada. Le maréchal se décida alors, sur les instances de Maximilien, à faire occuper de nouveau Chihuahua. Deux colonnes, désignées sous le nom de colonnes du nord, partirent. La première, sous les ordres du chef d'escadron d'état-major Billot, était composée d'un bataillon du 7e de ligne, de la compagnie franche de ce régiment, d'une section d'artillerie et de deux pelotons de cavalerie : elle quitta Durango le 17 novembre et arriva à Chihuahua le 11 décembre. Dès la veille, Juarès avait abandonné la ville en

toute hâte pour se réfugier de nouveau à Paso-del-Norte. Les pouvoirs du président de la république venaient d'expirer, puisqu'il avait été nommé le 25 novembre 1861 pour quatre ans, en remplacement de Comonfort, et dans l'impossibilité où l'on était de pouvoir procéder à de nouvelles élections, la présidence de la république revenait de droit au général Ortega, en sa qualité de président de la cour suprême. Mais d'autre part, la constitution interdisait au président de la cour de quitter le territoire de la république. Juarès, s'appuyant sur cette interdiction, déclara, par un décret en date du 8 novembre, Ortega déchu de la présidence de la cour. En outre, il ordonna son arrestation et sa mise en jugement. Le plus ancien membre de la cour, don Manuel Ruis, quitta alors Juarès, et lança, le 30 novembre, une protestation contre sa conduite ; mais l'effet de cette protestation fut détruit par la démarche de son auteur, qui vint se présenter au chef d'escadron Billot et faire sa soumission à l'empire, pour rentrer dans la vie privée. La persévérance de Juarès eut raison de cette opposition ; il continua d'être reconnu comme président de la république par la grande majorité des chefs libéraux et par le gouvernement des Etats-Unis. Une autre intrigue vint se jeter sans plus de succès en travers des projets de Juarès. De sa retraite de Saint-Thomas dans les Antilles, l'ancien président, Santa-Anna, ne cessait de travailler à son retour au Mexique. Diverses circonstances mirent le maréchal Bazaine au courant de ces menées. Santa-Anna, qui avait acheté en Amérique 4,000 carabines, 4,000 pistolets et 12 canons, se préparait à débarquer soit sur la côte de Vera-Cruz, soit dans un port du Pacifique, pour prêcher la guerre sainte. En prévision de cette tentative, le maréchal avait fait réoccuper Acapulco, le 21 août, par 400 hommes de troupes mexicaines, sous les ordres du général Orones, transportés à bord des bâtiments de l'escadre du Pacifique.

La seconde colonne du nord était commandée par le lieutenant-colonel d'Albici, du 7e de ligne ; elle se composait d'un autre bataillon du 7e de ligne, avec deux pelotons de chasseurs d'Afrique. Partie de Durango le 18 novembre, elle se dirigeait sur Chihuahua par une route différente, lorsque arrivée à Santa-Rosalia, elle reçut l'ordre de s'arrêter et de revenir sur le Parral, en traversant une contrée jusque-là inex-

plorée par nos troupes, pour essayer de surprendre les débris des bandes qui pourraient encore se trouver dans la Sierra. Mais les juaristes, qui s'étaient en effet avancés jusqu'au Parral, à l'effet d'y lever des hommes et des contributions, s'étaient enfuis en toute hâte à l'approche de nos colonnes, et gagnant de vitesse la colonne Billot, ils étaient arrivés à Chihuahua, pour en repartir avec Juarès. Ce qu'on aurait peine à croire, si des documents positifs ne l'attestaient, c'est qu'à ce moment même, Maximilien cherchait, par une voie indirecte, il est vrai, mais de la manière la plus positive, à se mettre en pourparlers avec Juarès, et qu'il n'était pas sans espoir de ramener à la cause impériale cet infatigable ennemi de l'empire. Juarès avait pour agent confidentiel en Europe un de ses anciens secrétaires, don Jésus Téran, qui, en 1863, s'était rendu à Miramar pour conseiller à Maximilien de ne pas tenter l'entreprise du Mexique, et qui avait conservé des relations avec un ami personnel de l'ancien archiduc, le baron de Pont. Il lui écrivit de Berne, le 19 septembre 1865 : « Je crois, monsieur le baron, que le moment est venu, pour l'empereur du Mexique, de réfléchir sérieusement sur sa position et de prendre une résolution définitive, avant que les affaires se compliquent, parce qu'alors il sera emporté par la force des événements, et que sa conduite ne dépendra plus de sa volonté.... Mes anciennes relations avec don B. Juarès et les personnes qui composent son cabinet me permettent de lui être de quelque utilité; je suis disposé à faire ce qui dépendra de moi pour le dégager honorablement de sa position. Je travaillerai à amener don B. Juarès à conclure un arrangement honorable pour l'un et pour l'autre. »

En recevant communication de cette lettre, Maximilien répondit, le 8 décembre, au baron de Pont : « Je crois voir une diplomatie réelle et profonde dans les lettres de Téran ; je désire beaucoup m'entendre avec Juarès, mais tout d'abord il doit reconnaître la décision de la majorité effective de la nation, qui veut la tranquillité, la paix et la prospérité, et il faut qu'il se décide à collaborer, avec son énergie inébranlable et son intelligence reconnue, à l'œuvre difficile que j'ai entreprise. »

Au même moment, l'empereur Napoléon III, perdant pa-